

sommaire

- 1 – Inclusion financière – un enjeu majeur
- 2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat
- 3 – Un environnement complexe
- 4 – Safer Corridor Rapid Assessment

- Le « Mobile money », 93 pays (85% des pays faiblement bancarisé) ; PtoP 75% des volumes.
- 33 mios transactions/j, 1 milliard de transactions en Dec 2015, deux fois plus que Paypal.
- En 2015 37 pays ont 10 fois plus de Reg agents que d'agences bancaires et 19 ont plus de MMA que de comptes bancaires.

1 – Inclusion financière – un enjeu majeur

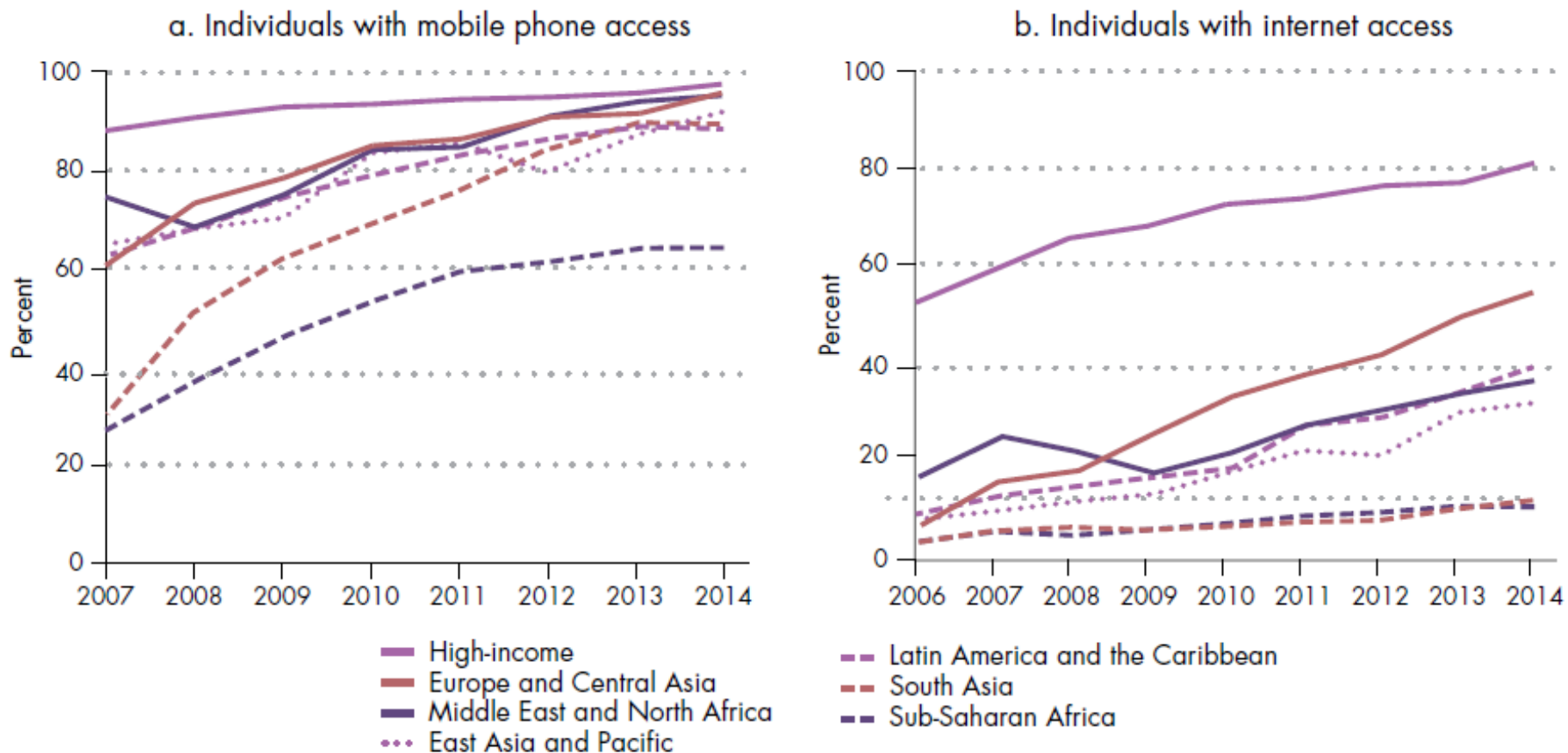
- **Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous**
- 8.10 : Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance.

1 – Inclusion financière – un enjeu majeur

- En 2014 2 milliards d'individus n'étaient pas bancarisés.
- Transferts des migrants : USD 401 mds, 19 pays concernés, 52% de croissance des volumes yoy. Le coût d'un envoi de 100 Usd est passé en 2 ans de 4 à 2 Usd.
- En Afrique subsaharienne, 13% de l'épargne globale est informelle.
- 64% des pays sont couverts dont 6 des 7 pays dont le taux de bancarisation est inférieur à 20%
- Mais encore de façon très inégale et discriminante.

1 – Inclusion financière – un enjeu majeur

Figure 2.2 All regions are converging in mobile phone access, but South Asia and Sub-Saharan Africa are falling behind in internet access



Source: WDR 2016 team, based on Gallup World Poll, various years. Data at http://bit.do/WDR2016-Fig2_2.

1 – Inclusion financière – un enjeu majeur

- L' **AFI**(Alliance for Financial Inclusion) a sa propre définition de l'inclusion financière :
« A la fois l'accès et l'usage de services financiers accessibles et abordables physiquement et en termes de coût »

AFI is led by its members and partners, central banks and other financial regulatory institutions from developing countries.



1 – Inclusion financière – un enjeu majeur

- En Mai 2015 dans ce cadre 61 pays signent la déclaration MAYA avec de nouveaux engagements :
 - mettre en place un environnement propice à l'inclusion financière (« enabling »)
 - définir un cadre de régulations « proportionné »
 - intégrer la protection des consommateurs et la responsabilité des acteurs
 - évaluer l'impact de ces politiques.

MAYA (le premier ensemble d'engagements globaux et mesurables pris par des pays émergents et en développement pour libérer le potentiel économique et social des 2,5 mds les + pauvres grâce à l'inclusion financière)



2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

M-Pesa – un exemple fondateur

- En 2006 par une volonté de DFID et de Vodafone MPesa est lancé avec comme publicité « ***Send the money home*** ».
- Entre 2006 et 2010, 50% des kenyans deviennent utilisateurs du service qui permet :
 - de recevoir ou d'envoyer de l'argent à un prix plus acceptable que WU
 - Un accès à un réseau en croissante constante de marchands, de particuliers ou d'entreprises
 - Une ouverture sur une gamme de services financiers + sophistiqués
 - Un meilleur suivi des transactions.

2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

M-Pesa peut être l'exemple fondateur d'une telle approche

- En séparant l'activité de paiement des autres services financiers il permet au régulateur d'adapter ses mesures au seul service proposé
- Face à la question M-Pesa (Argent en Swahili) le régulateur traite des risques :
 - Systémique sur Safaricom
 - De protection des consommateurs
 - De blanchiment
 - De solvabilité

2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

M-Pesa peut être l'exemple fondateur d'une telle approche

- Mais il l'a fait avec en tête la situation kenyane
 - 19% des kenyans avaient un compte en banque
 - près de 40% d'entre eux n'avaient accès à aucun service financier « formel ».
- Aujourd'hui le modèle s'adapte à l'expansion des services bancaires moins traditionnels
 - En Mars 2015 Safaricom et Kenya Commercial Bank (KCB) fonde KCB M-PESA, un outil pour épargne et prêts.
 - 640,000 souscripteurs du service en moins de 3 semaines.

2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

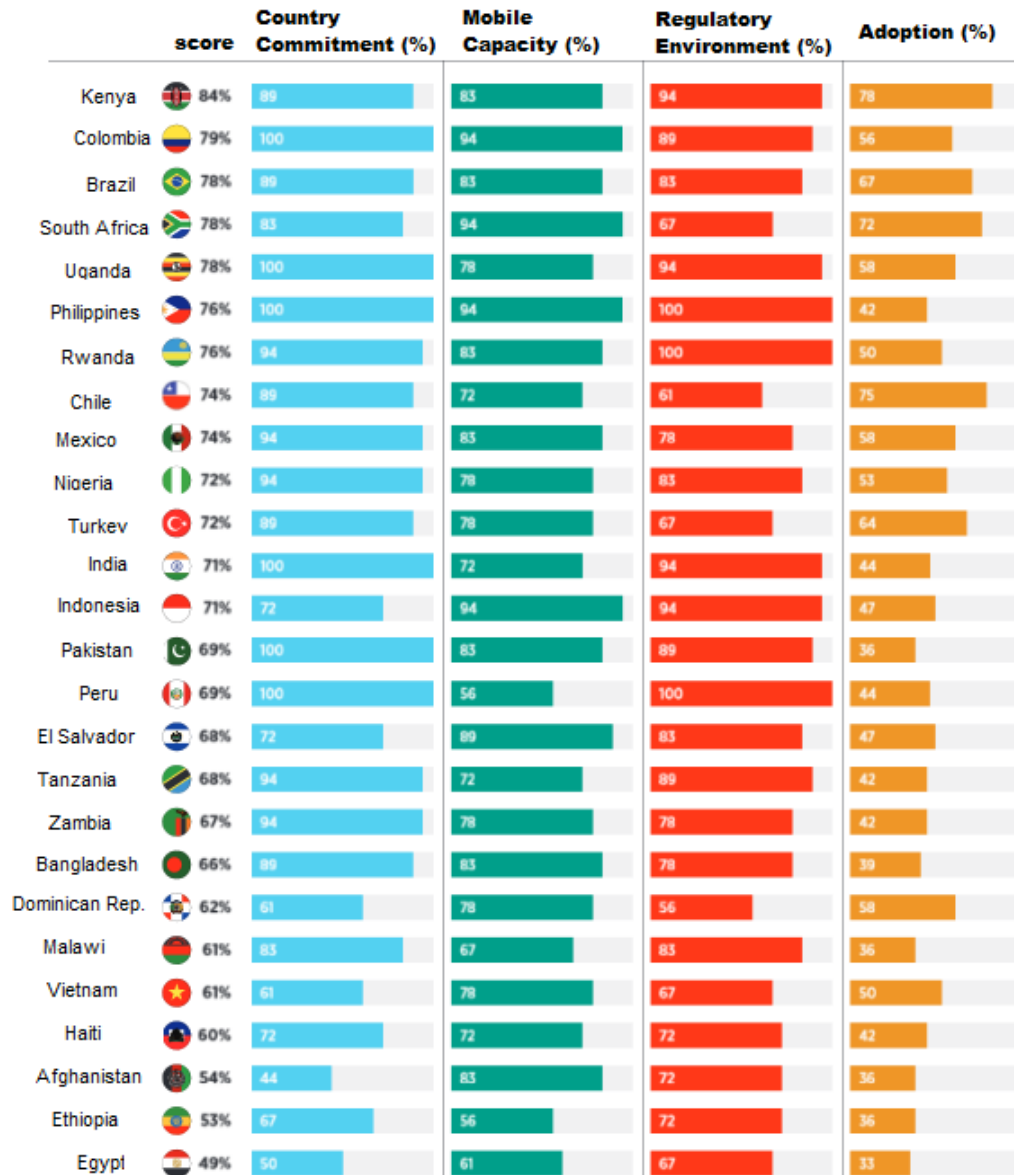
- Dans son FDIP report, Brookings évalue le degré d'inclusion financière lié au numérique en utilisant 3 dimensions :
 - Les engagements du pays
 - La capacité mobile
 - L'adoption
 - *L'environnement réglementaire*

2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

- Pour ce troisième indicateur les mesures concernent :
 - Le nombre d'agents bancaires
 - Le déploiement de services financiers d'ordre non bancaire
 - La régulation propre au mobile money
 - L'interopérabilité des plateformes
 - le caractère « proportionné » des procédures de KYC
 - La capacité d'échange d'argent des agents et leur emplacement géographique.

2 – Le régulateur – un acteur essentiel du débat

Scorecard
Brookings
FDIP report
2016



3- Un environnement complexe



MAY 2013

"Somalis fear **Barclays** closure of remittance accounts will cut lifeline"



Photograph: Simon Mainwaring



Somalis fear Barclays closure of remittance accounts will cut lifeline - June 2013- The Guardian

Somalia remittances: Barclays gives further reprieve to money-transfer firm – September 2013 –The Guardian

Barclays' reprieve for Dahabshiil welcomed by Oxfam- October 2013
BBC

Remittance company awaits court ruling on Barclays account closure – October 2013 – The Guardian

Somali remittances: Dahabshiil granted Barclays reprieve –October 2013 – The Guardian

Barclays Settles Dispute With Money Transfer Company Dahabshiil – May 2014- The WSJ

3 – Un environnement complexe

- En 2014 les banques australiennes ferment la plupart des comptes de MTOs
- Or les transferts de migrants vers les SAMOA ou Tonga représentent $\frac{1}{4}$ du PNB de ces pays
- Dans les « Guiding principles » du régulateur australien, l'inclusion financière n'est simplement pas un objectif.

3 –Un environnement complexe

- Or cette approche est en contradiction avec les recommandations de la FATF (Financial Action Task Force) :
 - la promotion d'une plus grande inclusion financière
 - la protection des utilisateurs et des systèmes financiers.
- Les moyens de parvenir à cet équilibre suppose que le régulateur :
 - Encourage l'utilisation de procédures KYC simplifiées « proportionnées » dans le cadre de des politiques d'AML et CFT
 - S'efforce de mieux comprendre et si possible d'accroître la demande de l'utilisateur.

The FATF currently comprises 35 member jurisdictions and 2 regional organisations, representing most major financial centres in all parts of the globe.

3 –Un environnement complexe

- Le régulateur doit donc :
 - Fournir un environnement propice
 - Encourager les paiements électroniques
 - Faciliter l'éducation des utilisateurs pour qu'ils comprennent mieux l'usage qu'ils peuvent faire des services financiers
 - Encourager le développement de systèmes ouverts/interopérables/interconnectés
 - Reconnaître l'importance de voir se développer des partenariats ou collaborations entre acteurs du secteur

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

Une réflexion pour les banques britanniques et le marché Somalien post 2013

- Depuis des millénaires la corne de l’Afrique est une terre de migration.
- Des systèmes très anciens, efficaces mais informels existent donc (Hawala ou Hundi)
- Le principe de régulation pour ce type de zone repose sur trois séquences :
 - Le « first mile »
 - Le « conduit »
 - Le « last mile »

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

- Le régulateur du *first mile* centre son approche des risques AML ou CFT sur la transaction (surtout si elle est libellée en USD (Patriot Act)).
- Dans ce contexte le *last mile*, avec ses difficultés de KYC et souvent un régulateur moins outillé ou moins strict, devient un facteur majeur de contamination .
- Le correspondant de ce côté de la transaction devient le maillon faible...

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

Le SCRA recommande trois approches possibles adaptées aux zones en fonction du risque :

- Les « closed corridors »
- Les « open corridors » (une assurance de CDD)
- Le « safer corridor portal »

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

Les « closed corridors »

- Les agents des *first et last miles* doivent être des institutions financières réglementées.
- Dans un pays assez bien bancarisé, cette approche permet, **en subventionnant les établissements financiers pour couvrir les surcoûts de procédure**, de contribuer à la formalisation et à l'inclusion financière.
- Au Pakistan, les transferts des migrants passent de USD 6,4 Mds en 2008 à 14 Mds en 2013

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

Les « open corridors » (une assurance de CDD)

- En Somalie pays très peu bancarisé, ce système repose sur la technologie du téléphone. (4 millions de portables et un taux de pénétration de 41% en 2012 (Source GSMA) et près de 90% du pays a une couverture réseau
- Le principe repose sur **l'interopérabilité** du *conduit*,
- Un système audité et solide de KYC conforme aux réglementations des régulateurs des deux bouts de la chaîne. **L'audit est réalisé par une entité tierce.**

4 –Safer Corridors Rapid Assessment

Le « safer corridor portal »

- pousse encore plus loin la notion d' « open corridor ».
- Le SCP joue le rôle de tierce partie.
- Une dimension de contrôle en temps réel et aléatoire est rajouté au système.
- Ce SCP peut prendre la forme d'un PPP afin que les intérêts de tous soient bien pris en compte.

MERCI